



« Le Nord-Essonne a besoin d'hôpitaux publics, pas d'un démantèlement progressif »

Les candidats de la Nouvelle Union populaire, écologique et sociale candidats dans les circonscriptions concernées par le devenir du groupe Hospitalier Nord Essonne participent ce 7 juin à la mobilisation pour l'hôpital à la suite de l'appel à la mobilisation des organisations syndicales et des collectifs de personnels hospitaliers.

La situation actuelle de l'hôpital est dramatique

La crise est venue rappeler la situation dramatique de l'hôpital public. Malgré le courage des personnels soignants, la situation actuelle n'est plus tenable. L'hôpital public est sur le point de rompre : suppression de lits, fermeture d'établissements, manque de personnels et pénurie de matériels. Sous le dernier quinquennat, près de 17 000 lits ont été fermés dont 7 000 au cœur de la crise sanitaire. Les conséquences sont concrètes : baisse de la qualité des soins et épuisement des soignants.

Cet appel pour sauver l'hôpital n'est pas nouveau. Depuis le début du dernier quinquennat, les Gouvernements successifs ont refusé de l'entendre. En novembre 2019 déjà, les soignants se sont mobilisés. Le « Ségur de la Santé » n'a apporté aucune solution pérenne. L'exécutif ne comprend pas la gravité de la situation, à tel point que le 31 mai dernier, à Cherbourg, le président de la République s'est contenté d'annoncer un rapport de plus sur la situation de l'hôpital. Dans ces élections législatives, les représentants de la majorité présidentielle se félicitent d'avoir maintenu sur le territoire des « hôpitaux de proximité ». En réalité, derrière cette expression flatteuse, se cache la fermeture des services essentiels à la population : les maternités comme les blocs opératoires. Le territoire du Nord Essonne, malgré le projet Hôpital Paris-Saclay 2024, n'a pas échappé à la politique libérale appliquée au service public hospitalier : les hôpitaux de Juvisy, Longjumeau et Orsay sont fragilisés par la réorganisation et souffrent du manque de personnel, les conditions de travail se dégradent. L'hôpital de Juvisy est cédé au groupe privé Korian et la délocalisation de certains services fait planer le spectre d'un éloignement de l'offre de soins de proximité... Cette remise en cause de l'offre hospitalière est d'autant moins compréhensible que le Nord Essonne compte déjà 800 000 habitants et que sa population croît d'environ 1% chaque année.

Nous défendons un nouveau modèle pour l'hôpital public.

Élus, nous défendons une rupture avec ces politiques libérales afin de promouvoir un modèle de santé fondé sur les besoins et non sur une approche comptable et budgétaire. Pour reconstruire le service public hospitalier, il faudra recruter, revaloriser les salaires des soignants, rouvrir des services de proximité, en finir avec la tarification à l'activité et inventer de nouvelles formes de gouvernance impliquant les personnels médicaux.

En Essonne, nous nous engagerons pour le développement des hôpitaux gérés par le Groupement hospitalier Nord Essonne en cohérence avec les besoins des habitants et l'ensemble des services de santé du territoire.

- C'est pourquoi tout en soutenant évidemment la création d'un hôpital public sur le plateau de Saclay, nous refusons qu'il se réalise au détriment de l'existant.
- Nous demandons le maintien de l'hôpital de Longjumeau comme hôpital de plein exercice (maternité, urgence, services existants).
- Nous souhaitons également que des centres de santé publics, liés à l'hôpital, puissent se développer dans nos villes, pour répondre à la baisse inquiétante du nombre de médecins en ville.

C'est cette ambition que portent les candidats de la Nouvelle Union populaire, écologique et sociale pour les élections législatives des 12 et 19 juin prochain.

Les candidats de la Nouvelle Union populaire, écologique et sociale

Amadou DEME, 4e circonscription

Cédric VILLANI, 5e circonscription

Jérôme GUEDJ, 6e circonscription

Claire LEJEUNE, 7e circonscription

Antoine LÉAUMENT, 10e circonscription